

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 219 - VENDREDI 23 MAI 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Par an, la fraude fiscale coûte
2 000 milliards € à l'Europe.
De quoi rembourser
toutes les dettes souveraines
de l'UE en 66 mois !
Chiche ? ●

AGENDA MILITANT

→ 24 mai - 1^{er} juin

Paris Val-de-Marne [Poètes des Caraïbes](#)

→ 2-14 juin

Ariège [Jaurès : expo, colloque, rencontres](#)

→ 5 juin

Montluçon [Pensons une nouvelle société](#)
Paris [Les grands débats de la gauche](#)
[depuis Jaurès, Politis](#)

→ 6-9 juin

Sarajevo [Forum social mondial](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Nouvelle force politique**

[Les chantiers à ouvrir](#)
[Ensemble, bulletin n°3](#)

→ **Monde**

[Plateforme européenne](#)
[contre le Traité transatlantique](#)

→ **Communisme/débat général**

[Crise du capitalisme ou mutation du](#)
[capitalisme ?](#) Michel Mourereau

Alstom est à nous !

Qui va "sauver" Alstom ? Cela nous est présenté comme s'il allait de soi que seuls des capitalistes pourraient faire quelque chose ou à la rigueur que l'État devrait apporter des capitaux manquants. Aucune autre solution ne serait envisageable, si ce n'est venant d'un monde au-dessus des salariés et usagers. Et après, on nous parle de la fin des idéologies !

Alors que l'enjeu est décisif pour l'économie française et la société, l'absence embarrassée de campagne publique de la part des centrales syndicales et des forces qui se réclament de l'alternative dit combien nous restons enfermés dans le cadre imposé par l'idéologie dominante.

Alstom a déjà été largement payé à des actionnaires qui se sont engraisés aux dépens de tous et qui ne veulent que dépecer la bête. L'entreprise est le fruit du travail de ses salariés ; elle a bénéficié de leur formation, de leur bonne santé, du réseau routier, des infrastructures énergétiques animées par d'autres salariés, de la recherche, des transports en commun qui amènent chaque jour les salariés à l'usine... Bref des fonds versés par les contribuables et par les cotisations sociales. Quant aux débouchés, on retrouve la société à travers ses équipements. Alstom est le fait de la collectivité. Collectivité ne désigne pas l'État. Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'une grande entreprise stratégique qu'on ne peut trouver une forme d'appropriation collective. La maîtrise démocratique n'est pas réservée à ce qui est petit.

Une pétition, à l'initiative d'Ensemble !, permet à tous de jouer son rôle de citoyen, d'intervenir en réclamant que ce soient les salariés et les élus de la nation qui prennent le destin d'Alstom en mains. Signer cette pétition, c'est introduire dans le débat public une solution qui affronte la suprématie du capitalisme. Elle comble un vide politique : le souci de réalisme pousse trop souvent à s'en tenir à ce que les intéressés réclament déjà par eux-mêmes. Faire force citoyenne, politique n'est pas s'indexer sur un sondage : c'est changer le rapport de forces en osant lancer une proposition qui dispute aux capitalistes leur légitimité. Là, cela vaut la peine de se rassembler.

● Pierre Zarka



Vecteurs politiques de la domination

Conditions de l'émancipation

Dans le cadre du 2^e colloque "Penser l'émancipation", Laurent Lévy est intervenu sur la séparation entre la politique institutionnelle et les autres pratiques sociales, les vecteurs politiques des rapports de pouvoir. Voici son intervention.

Crise et obsolescence de la forme-parti

La forme-parti est en crise : c'est un fait, et un fait difficilement contestable. Il n'est qu'à voir comment, à travers le monde, certains importants mouvements sociaux des dernières années (en particulier les indignés, ou le mouvement *Occupy*) ont été rétifs à l'organisation en *partis*, voire se sont constitués expressément contre ce type d'organisation ; comment les révolutions arabes se sont déroulées à l'écart des *partis* existants ; ou comment le discours radical s'est écarté de la question du *parti* ; comment les forces organisées de la gauche radicale sont en permanence à la recherche de formes d'organisations distinctes de la forme traditionnelle des *partis* politiques.

Crise, donc... Que cette crise de la forme-parti ait à voir avec son obsolescence est une autre histoire, qui mérite sans doute quelques développements.

Je ne parlerai pas ici de la nécessité, rarement contestée pour les militant-e-s de l'émancipation, de *s'organiser*. L'orga-

nisation est l'une des conditions de possibilité de l'action collective. Discuter la forme-parti et affirmer son obsolescence n'est pas remettre en cause cette donnée.

L'organisation est l'une des conditions de possibilité de l'action collective. Discuter la forme-parti et affirmer son obsolescence n'est pas remettre en cause cette donnée.

Quitte à surprendre ou à décevoir, je ne parlerai pas non plus de la *forme des partis*, plus ou moins hiérarchisés, plus ou moins pyramidaux, verticalistes ou centralisés : la question de la *forme-parti* est en effet distincte de celle des formes que les partis peuvent avoir et des structures dont ils doivent se doter.

Le mot "parti"

Déjà, voyons ce que signifie le mot *parti*. Historiquement, ce mot ne désigne pas d'abord une organisation, mais un courant d'idée, d'opinions ou de postures sociales qui *partage* la société ; ainsi le *parti communiste* du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels : il ne s'agit pas de l'organisation à laquelle ses auteurs appartenaient... ils appartenaient à une petite organisation, la Ligue des Communistes, mais lorsqu'ils évoquent le *parti communiste*, ils parlent de la classe ouvrière *pour soi* dans son ensemble.

On parle de la même manière du *parti dreyfusard* du *parti catholique* ou du *parti de l'ordre*... Mais le mot en vient à la fin du XIX^e siècle à désigner le *parti-organisation*, c'est-à-dire l'organisation considérée comme *parti* : c'est un fait accompli avec la création du parti social-démocrate allemand. Sous la plume du vieil Engels, l'expression "notre parti" ne désigne alors plus l'orientation politique socialiste ou communiste, ni la ●●●

●●● *classe en-soi*, mais l'organisation elle-même.

Mais le *parti* politique ainsi constitué, le *parti-organisation* est en fait une *forme sociale* c'est à dire la matérialisation pratique des rapports sociaux qu'il soutient – en l'occurrence les rapports sociaux de pouvoir politique.

Une forme sociale

Les rapports de pouvoir, comme tous les rapports sociaux, doivent se donner une apparence matérielle, à travers laquelle ils organisent la société de telle sorte qu'ils y apparaissent comme autant de réalités objectives, matérielles, incontrournables : comme autant d'évidences.

Une forme sociale est dans cette perspective ce qui se donne à l'appréhension immédiate comme composante en tant que telle de la structure de la société, recouvrant de son apparence la réalité des rapports sociaux qui la fondent.

C'est la raison pour laquelle, dans leur réalité concrète, les formes sociales sont

des médiatisations tendant à se substituer aux rapports sociaux immédiats. Effets de la *séparation* sociale, ils en sont aussi des vecteurs.

En outre, leur efficacité suppose qu'elles apparaissent elles-mêmes comme des *choses* dotées d'une existence propre, objective, matérielle, distincte de leur fonction sociale ; elles font donc l'objet d'un *fétichisme* particulier. Il y a ainsi un *fétichisme du parti* comme il y a un fétichisme de l'État ou de la marchandise.

Or, ainsi que le note Marx à propos de la forme-marchandise, pour comprendre la portée d'une forme sociale, on ne peut pas se borner à en analyser le contenu : il importe toujours de savoir pourquoi un contenu particulier emprunte une forme particulière, "pourquoi ce contenu-ci prend cette forme-là". *Forme sociale, séparation*, et *fétichisme* vont donc de pair.

Forme-parti et séparation politique

On peut ainsi poursuivre l'analogie – qui est plus qu'une métaphore – entre la *forme-parti* et la *forme-valeur*. La forme-

valeur des produits du travail, qui en fait des marchandises, n'a rien à voir avec leur forme matérielle. Elle est le produit dérivé de la *séparation* marchande. De même, la forme-parti est le produit dérivé de la *séparation* politique. ●●●



Dans son dernier livre, Laurent Lévy analyse l'histoire de la politique, des formes prises par les rapports sociaux de pouvoir. Il ouvre des pistes de refondation d'une politique "hors champ". Voir l'entretien paru dans [Cerises n°150](#), 7/9/2012. Éditions Kimé, Coll. Philosophie en cours, 411 pages, 28 €.

●●● Or la *séparation* est toujours tout à la fois un phénomène idéologique et social : un fait anthropologique global. La forme-parti est ainsi la forme sociale que, en particulier dans une démocratie représentative, les relations de *séparation* entre vie sociale et institutions donnent à la politique.

Le parti-organisation est en fait une forme sociale, c'est-à-dire la matérialisation pratique des rapports sociaux qu'il sous-tend – en l'occurrence les rapports sociaux de pouvoir politique.

De même que les rapports sociaux marchands de *séparation* entre producteurs confèrent aux produits du travail la forme-marchandise, de même la *séparation* entre les citoyens et les lieux du pouvoir (dont l'instrument institutionnel est l'État, sous la forme de la république bourgeoise) confère à l'espace social de la politique la forme-parti, caractérisée par le fait que l'activité politique est nécessairement médiatisée par des *structures sociales spécialisées dans le domaine du pouvoir*, de sa conquête et

de son exercice, c'est à dire par des *partis politiques*.

La *séparation politique*, c'est la séparation de la politique au sens le plus large et de la politique institutionnelle. Dans la vie politique française, cette séparation est théorisée par le mouvement ouvrier dès le début du XX^e siècle, à partir de la Charte d'Amiens – alors que comme le disait le Manifeste, toute lutte de classe est politique.

Au fil des décennies va dès lors se constituer un *champ politique autonome*, excluant les pratiques militantes extra-institutionnelles de la politique légitime. La contradiction ne fera que s'accroître entre le caractère de plus en plus politique de l'ensemble des pratiques sociales et le caractère de plus en plus fermé du *champ* de la politique légitime. Cette contradiction est le fondement de l'obsolescence de la forme-parti.

La forme-parti porte en elle, et exprime à sa façon, plusieurs dérives de la politique classique, et en particulier *le bipartisme*, qui tend à *polariser la vie politique* ; *l'avant-gardisme*, dans lequel un parti *s'autoproclame avant-garde de la classe* qu'il prétend représenter ; *l'étatisme*, qui enserme la politique dans la question de l'État ; *le républicanisme*, qui fait des *institutions nationales* l'alpha et l'oméga

de la vie politique, et *le substitutisme*, par lequel le parti prétend se *substituer* à la classe dans son être-politique.

Dépassement de la forme-parti

Malgré sa crise, la forme-parti fait preuve d'une résilience certaine. Cette résilience est l'indice de celle des *rapports politiques de séparation*.

La forme-parti n'est pas moins contradictoire que la forme-marchandise, et son dépassement suppose le dépassement des rapports politiques séparés de cette société. Cela ne peut se penser que dans un processus historique de longue durée.

Les formes sociales sont des médiatisations tendant à se substituer aux rapports sociaux immédiats. Effets de la séparation sociale, ils en sont aussi des vecteurs.

Je poursuis l'analogie avec la forme-marchandise. Lutter contre *la marchandise*, ce n'est pour l'essentiel pas lutter contre l'envahissement des marchandises concrètes dans la vie quotidienne concrète, mais aussi et surtout ●●●

●●● lutter contre le système de rapports sociaux qui fait des produits du travail des marchandises interchangeable, et qui fait des capacités, talents, aptitudes et intelligences humaines de simples éléments d'un travail abstrait : ce sont ces rapports sociaux marchands capitalistes qui permettent cet envahissement.



Le réseau "Penser l'émancipation" a organisé un premier colloque à Lausanne en 2012, le second en février 2014 à Nanterre. Les vidéos de la première rencontre sont disponibles ici : <http://www3.unil.ch/wpmu/ple/video-des-interventions/>. Un premier ouvrage est paru en mars dernier (*Cerises* n°206, 7/3/2014). L'appel à contribution pour le second en a été présenté sur www.communiste-sunitaires.net, rubrique "Communisme/Débat général", Laurent Lévy a donné un [écho](#) de ce colloque dans *Cerises* n°206.

Autrement dit, ce n'est pas en luttant (seulement) contre les conséquences d'un système qu'on peut le dépasser, mais bien en luttant (surtout) contre le système lui-même. La résistance contre les conséquences est assurément utile, mais ne suffit pas ; elle manque en fin de compte nécessairement son objet. Et cela est vrai pour la forme-parti comme pour la forme-marchandise.

Ce que voile la forme-marchandise, à travers le fétichisme qu'elle induit, ce sont les rapports de production *séparés* qui caractérisent l'économie marchande.

Elle ne peut donc être dépassée qu'à travers le dépassement de cette *séparation*, par la mise en cause de ces rapports *séparés* : par exemple par le développement des formes coopératives et des services publics, celui des gratuités et des solidarités, par l'organisation démocratique des rapports de production, la mise en place de différentes formes de collectivisme, etc.

Il en va de même du dépassement de la forme-parti. La dépossession de la politique ne peut pas être simplement mise en cause à l'intérieur d'un système précisément fondé sur cette dépossession, mais suppose le dépassement du système lui-même, c'est à dire une critique de la politique, avant ou au moins

en même temps que la seule critique de ses manifestations ou expressions concrètes.

Le nécessaire dépassement de la forme-parti passe donc par celui de la *séparation* entre la politique institutionnelle et les autres pratiques sociales, par la critique non seulement théorique, mais (surtout) pratique de la république bourgeoise, de même que le nécessaire dépassement de la forme-marchandise passe par la critique, tant théorique que (surtout) pratique de la production marchande.

On peut dès lors poursuivre l'analogie, et noter que ce dépassement de la forme-parti n'est pas plus facile à opérer que celui de la forme-marchandise, en ce qu'il se heurte comme lui aux structures fondamentales de la société, qui lui donnent son apparence et façonnent ses évidences.

Et l'on sait bien que là où l'on se borne à vouloir interdire ou supprimer les structures marchandes de manière volontariste, purement juridique ou administrative, sans mettre en cause les rapports de production *séparés* qui les fondent, le marché renaît de ses cendres comme un phénix, par exemple sous la forme du marché noir et autres économies parallèles.

●●● L'histoire économique et sociale des pays du socialisme réellement inexistant est à cet égard pleine d'enseignements.

Il en va de même pour la forme-parti : il ne suffirait par exemple pas à une organisation de prendre de bonnes mesures organisationnelles pour y échapper, et tant qu'elle conservera le moule fourni par les institutions politiques de la société bourgeoise, celui de la fermeture organisationnelle, elle ne pourra que la reproduire, fût-ce sous des formes détournées.

La fermeture du parti-organisation

S'il y a lieu de distinguer, comme je l'ai dit, la forme-parti de la forme des partis, cela ne signifie pas que les questions d'organisation soient indifférentes à la critique et au dépassement de la forme sociale que constitue le parti politique. Je terminerai donc mon propos par une remarque tout à fait hétérodoxe (par exemple au regard du Lénine de *Un pas en avant, deux pas en arrière*), mais qui me semble essentielle, sur un aspect particulier de la forme-parti.

En tant que structures s'appropriant la politique légitime, la caractéristique formelle, organisationnelle, des *partis soumis à la forme-parti* est leur *fermeture*, c'est-à-dire la distinction qu'ils établissent entre leur *intérieur* et leur *extérieur*, autrement dit entre leurs *adhérents* et leurs *sympathisants* (je précise que c'est même le cas de Ensemble, organisation à laquelle j'appartiens).

Si en effet, l'action politique est celle du parti, et si l'on peut, à propos de militantes ou de militants qui entendent poursuivre les mêmes objectifs d'émancipation, considérer qu'ils peuvent n'en être pas membres, il en résulte qu'on les exclut a priori de la légitimité politique.

À cet égard, j'insiste sur le fait que la simple possibilité formelle donnée à toutes et tous de devenir membre du parti ne résout pas la question de sa fermeture. Une politique populaire suppose qu'à chaque instant, toute personne désirant s'engager ait un droit absolu à la parole et à la participation aux décisions à prendre ; qu'elle ne puisse en aucun cas être privée des moyens de contribuer à l'action.

L'organisation fermée n'est adaptée qu'aux structures politiques qui garantissent la pérennité des dominations.

L'engagement politique ne doit pas être subordonné à un engagement existentiel, identitaire, de soumission à une structure préexistante. Les organisations politiques des militantes et militants de l'émancipation doivent être des *processus dynamiques*, des *pôles* vers lesquels chacune et chacun peut décider

de tendre à sa façon, à son rythme, à son intensité propre, ces pôles pouvant éventuellement se regrouper à l'occasion, que ce soit de manière ponctuelle ou plus ou moins pérenne.

Une telle conception pose à l'évidence de nombreux problèmes techniques d'organisation et de démocratie interne, mais la solution consistant au nom de ces problèmes techniques à se replier derrière les formes traditionnelles, fermées, de l'organisation est un obstacle au dépassement de la forme-parti en tant que forme sociale. Il est nécessaire d'explorer de nouvelles voies.

L'organisation fermée, qui choisit de distinguer ses *membres* de ses *sympathisants*, ne pourra jamais que proposer une *offre politique*, et renforcer ainsi la passivité politique de celles et ceux qui n'en sont pas membres, ou dans le meilleur des cas, perpétuer comme le craignait Gramsci la différence entre dirigeants et dirigés – donc en définitive les conceptions avant-gardistes et délégataires qu'il s'agit précisément de dépasser. L'organisation fermée n'est adaptée qu'aux structures politiques qui garantissent la pérennité des dominations.

C'est l'un des enjeux du dépassement de la forme-parti à l'heure de son obsolescence.



● Laurent Lévy

Pas seulement la coloniale, la Commission européenne aussi ...

L'Union européenne et le monde ? Les champions de l'Europe libérale semblent bardés d'ambition vertueuse. *L'Express*¹ qui recense points communs et différences entre PS et UMP, rapporte : « *Nous sommes pour le juste échange, fondé sur les principes de réciprocité, d'équilibre et de respect des normes (...), qu'elles soient techniques, sanitaires (...) environnementales et sociales* », écrit le PS, propos proches de ceux de l'UMP : « *Nous devons défendre ensemble une approche réaliste, fondée sur le principe de réciprocité avec la soumission des importations à des normes éthiques, sanitaires, sociales et environnementales* ». » La coopération Europe-Afrique témoigne qu'il y a loin de la coupe aux lèvres !

24 janvier 2014, l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest paraphaient un accord de partenariat économique (APE), signature morcelée d'accords entre l'UE et les pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP), soit 79 États et plus d'un milliard d'habitants.

Cette signature, dont le principal acteur côté européen est la direction générale du Commerce de la Commission européenne, intervient après 12 ans de négociations, sous pressions considérables de l'UE et perturbations par les résistances populaires africaines induisant l'hésitation des gouvernements.

Avec 95 % des produits libéralisés dans les 20 premières années, cet accord est redoutable aussi pour les 5 % restants. Les pays africains ne pourront ni user de mesures douanières ni recourir à aucune restriction quantitative limitant les exportations européennes. Deux clauses sont particulièrement destructrices. Celle de « *la nation la plus favorisée* » qui contraint l'Afrique de l'Ouest à octroyer à l'UE tout avantage commercial plus favorable qu'elle aurait accordé à un pays développé ou émergent. Sous un air de donnant-donnant l'accord interdit aux pays africains de l'Ouest de travailler à la diversification de leurs partenaires commerciaux, comme il brise

les perspectives que peuvent offrir les particularités économiques de chaque pays ou groupe de pays.

La deuxième clause prévoit, six mois après la conclusion de l'APE, la mise en route de négociations sur les services, la propriété intellectuelle, les investissements, etc., sur fond d'absence de politique commune pour ces secteurs en Afrique de l'Ouest.

La politique commerciale et d'investissement de l'UE est cause de désastres à travers le monde. L'ouverture aux marchés agro-industriels mondialisés « tue » les petits agriculteurs. C'est l'une des grandes raisons de la faim. La région est soumise à des défis acceptés nulle part ailleurs. En effet, 12 pays, parmi les moins avancés du monde, seront obligés, pour la première fois, d'ouvrir largement leurs marchés, renonçant ainsi à d'importantes recettes fiscales (estimées à 1,8 milliards \$ pour les 5 ans à venir) et soumettant leurs industries naissantes à des risques concurrentiels insensés avec les produits européens.

Perte de revenus fiscaux, destruction des industries locales naissantes, disparition des petits agriculteurs : les germes à court terme de pauvreté aggravée et probablement de faim sont réunis.

Pendant qu'"ils" mentent sur le "juste échange", eux résistent : le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), la Confédération paysanne du Faso (CPF), plusieurs ONG européennes mobilisent contre les APE. Les peuples européens auraient bien raison de prendre leur part de désobéissance aux textes célerats².

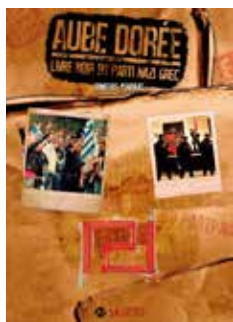


● Catherine Destom-Bottin

1. Alexandre Sulzer, *l'express.fr*, 25/04/2014.

2. L'euro-député Mélenchon rapporte sur son site ses interventions et votes opposés aux rapports conduisant à cet accord.

À l'occasion de la sortie cette semaine d'*Aube dorée, le livre noir du parti nazi grec*¹, un meeting est organisé avec l'auteur le 11 juin (Bourse du Travail, 3, rue du Château d'eau, Paris 10^e). Extraits de la présentation.



Dimitris Psarras explore la montée en puissance d'Aube dorée, le parti nazi grec.

S'appuyant sur les éléments d'une enquête approfondie², il nous donne à entendre les vociférations et à voir les gesticulations d'un parti qui a envoyé dix-huit députés au Parlement et plusieurs dizaines d'immigrés, d'intellectuels et de militants à l'hôpital, quand

ce n'est pas au cimetière.

Il nous explique aussi les causes de la peste brune qui ronge son pays : l'humiliation nationale et le délabrement social provoqués par les cures de paupérisation absolue administrées par la Commission européenne et le Fonds monétaire international, la xénophobie, le racisme, la nostalgie du temps des colonels...

Pour « nettoyer les écuries d'Augias », Aube dorée et son chef font la chasse à l'ennemi intérieur : « métèques », démocrates, « pédés », « bolchos », « youpins », féministes, syndicalistes...

Bien sûr, le drapeau nazi ne flotte pas à nouveau sur le Parthénon. Il ne flotte que de loin en loin, dans les rues de Grèce, dans certains quartiers, quand les « sections d'assaut » font régner leur loi et la terreur avec la complaisance, voire la complicité, de la police et des autorités étatiques.

No pasarán ou *pasarán*? interroge l'auteur dans sa conclusion. La réponse est entre nos mains!

La parution en français se veut un acte antifasciste unitaire. Attac-France, le Centre de formation de Solidaires (CEFI), la revue *ContreTemps*, Espaces Marx, Fondation Copernic, Institut CGT d'histoire sociale, Institut de recherches de la FSU, Société Louise Michel, la revue *Transform*, Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa) se sont ainsi associés à M Éditeur (Québec) et aux éditions Syllepse (Paris).

1. Éd. Syllepse, collection Mauvais Temps, version papier 240 p., 15 €, v. e-pub 10,99 € sur www.syllepse.net.

2. Enquêtes et reportages effectués par une équipe de journalistes et publiés pendant vingt ans par le journal *Elefthreotypia*.



● **“Démocratie active et autogestion”**, une commission d'Ensemble ! (ouverte aussi aux apports et à la participation de non-membres d'Ensemble !) dont la 1^o réunion s'est tenue fin avril. Expériences dans les territoires, pratiques et projets, institutions et processus constituants, tel est le triptyque du champ de la commission à l'échelle locale, nationale et internationale. Plus sur www.comunistesunitaires.net, rubrique “Démocratie” et “Travail”.

● **Autour de l'économie sociale et solidaire**. L'une des tables rondes du séminaire “Appropriation sociale, autogestion et coopératives” avait pour problématique : « *L'économie sociale et solidaire. Quels apports des sciences ? Quels rapports à la technique ? Qu'attendrait l'ESS comme “production” de nouvelles connaissances ? Que pourrait faire l'ESS pour contribuer à promouvoir “une autre science” que celle formatée par l'économie de la connaissance de Bruxelles ?* ». Vidéo de l'introduction sur le site <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4315>.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

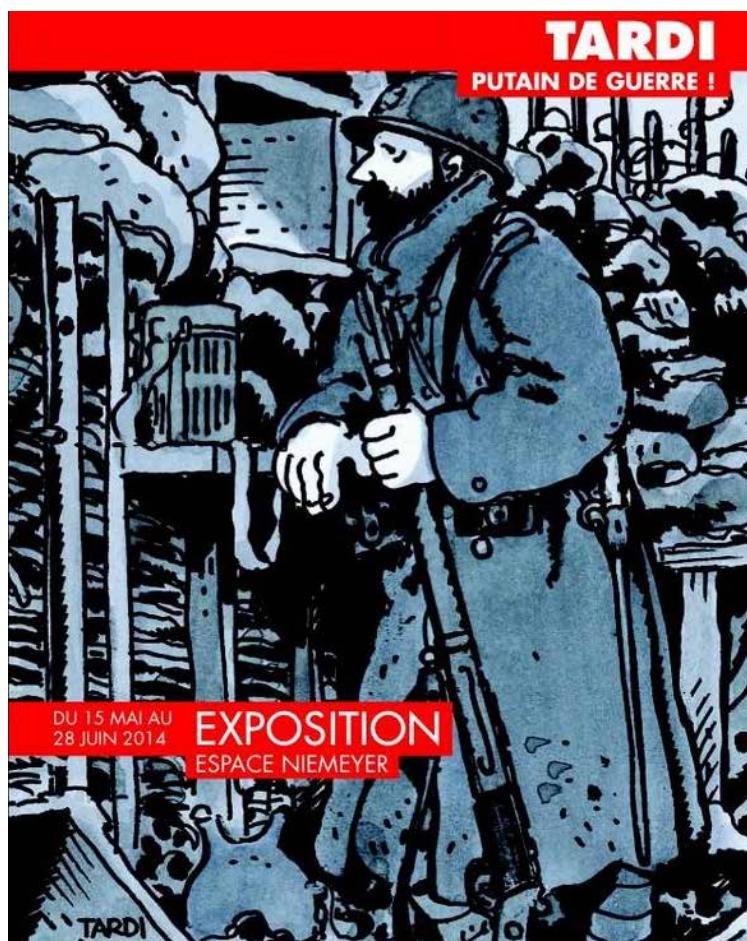
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr

Exposition des planches originales de *Putain de Guerre*, de Tardi, un témoignage percutant et rigoureux du conflit de 14-18, par un auteur majeur de la bande dessinée. Jusqu'au 28 juin, Espace Niemeyer, 2, place du Colonel Fabien, Paris 19^e.



● **Autocritique pour un "nouveau départ"**. L'un des acteurs de l'éducation populaire, la scop Le Pavé, 7 ans d'existence, s'est livré à une semaine de travail autocritique. La scop va se dissoudre en décembre et diffuse un *Manifeste* situant ses limites dans les relations et le travail internes comme dans ses prestations extérieures. Ceci l'amène à « *mettre fin à une entreprise incarnant, parfois, une posture productiviste et viriliste et reproduisant, malgré nos efforts, un rapport à l'éducation populaire constitué de dérives personnalisantes et de performances spectaculaires.* » Néanmoins, « *fier-e-s d'avoir tenté de traduire en acte la devise de Fernand Pelloutier : "instruire pour révolter", les signataires entendent*

repartir vers une nouvelle étape de refondation. » À lire sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Culture".

● **Un roman vrai**. *Cerises* publiait le 9 mai une présentation du livre de Pascale Fautrier, *Les Rouges*. Dans une interview, l'auteure explique avoir tenté d'inscrire dans la langue et la forme littéraire la langue et les manières d'être de ceux qui ont fait l'histoire, qui ont donné un contenu réel à la démocratie par leurs luttes sociales et politiques. Et si l'histoire de ses personnages est aussi celle de sa famille, le détour par le roman permet d'approcher, en toute modestie, la vérité des êtres dans leur complexité et de rendre hommage aux gens de la gauche d'en bas. http://www.dailymotion.com/video/x1u8pce_les-rouges-la-saga-de-pascale-fautrier_news

● **Un roman vrai**. *Cerises* publiait le 9 mai une présentation du livre de Pascale Fautrier, *Les Rouges*. Dans une interview, l'auteure explique avoir tenté d'inscrire dans la langue et la forme littéraire la langue et les manières d'être de ceux qui ont fait l'histoire, qui ont donné un contenu réel à la démocratie par leurs luttes sociales et politiques. Et si l'histoire de ses personnages est aussi celle de sa famille, le détour par le roman permet d'approcher, en toute modestie, la vérité des êtres dans leur complexité et de rendre hommage aux gens de la gauche d'en bas. http://www.dailymotion.com/video/x1u8pce_les-rouges-la-saga-de-pascale-fautrier_news



Appel - pétition pour une appropriation collective d'Alstom

Pour lire le texte et pour le signer : <http://www.appel-alstom.fr>